

Croissance: Le FMI prévoit une accélération pour le Maroc en 2020

• 3,2% cette année et 3,8% l'année prochaine

• Les Réunions de printemps cette semaine à Washington

• Conjoncture, échanges commerciaux... au menu

RÉUNIONS de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du FMI (9 au 13 avril 2019), 21e sommet bilatéral entre l'UE et la Chine (prévu le 9 avril à Bruxelles) sont autant d'occasion pour parler croissance et échanges commerciaux.

L'escalade des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, le resserrement du crédit à Pékin, les tensions macroéconomiques en Argentine et en Turquie, les perturbations du secteur automobile en Allemagne et le resserrement financier parallèlement à la normalisation de la politique monétaire dans les grandes économies avancées... tous ces événements ont contribué à l'affaiblissement de la croissance mondiale. Elle devrait évoluer autour de 3,3% en 2019 et 3,6% en 2020, d'après les perspectives du FMI dévoilées hier à Washington. Pour la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan, la croissance s'établirait à 1,5% en 2019 et 3,2% en 2020. Du côté de l'économie marocaine, elle sera créditée de 3,2% en 2019 (contre 3,1% en 2018) et 3,8% en 2020 (voir aussi «Mission du FMI au Maroc, Miser sur les PME pour résorber le chômage» et «Croissance: La météo de plus en plus perturbée», dans notre édition N° 5488 du jeudi 4 avril 2019). Si la Tunisie remonte la pente (2,7% cette année et 3,2% l'année prochaine), l'Egypte va réaliser une forte croissance économique de respectivement 5,5% et 5,9%.

Alors que l'économie mondiale continue de croître à un rythme raisonnable et qu'une récession mondiale ne figure pas

dans les projections de base, les risques bilatérales spécifiques conduira seulement à une réorientation des courants

d'échanges et à l'annulation des variations des balances commerciales avec les autres partenaires. Ce qui laissera la balance commerciale globale du pays considéré quasiment inchangée.

Deuxièmement, les abaissements multilatéraux des obstacles tarifaires et non tarifaires (par exemple, contingents à l'importation ou normes de produit différentes entre les pays) profiteront aux échanges commerciaux et, à long terme, amélioreront les résultats économiques. Les dirigeants doivent continuer à promouvoir des pratiques libres et équitables en matière de commerce en supprimant les droits de douane adoptés récemment et en intensifiant les efforts visant à abaisser les obstacles actuels aux échanges. □

Fatim-Zahra TOHRY

(1) Johannes Eugster, Florence Jaumotte, Margaux MacDonald et Roberto Piazza.

Des ajustements coûteux

«**I**L est toutefois essentiel d'admettre que la libéralisation des échanges, tout comme le progrès technologique, peut imposer des ajustements coûteux à certains groupes de travailleurs et à certaines communautés», mentionne l'étude. La mise en place de mesures telles que des programmes de reconversion et d'aide à la recherche d'emploi, des dispositifs de protection sociale adéquats et des systèmes impôts-prestations redistributifs, peut contribuer à ce que les gains des échanges commerciaux soient plus largement partagés et que les individus et les groupes marginalisés bénéficient d'une protection adéquate. □



Ph. AFP

ciales et inquiétudes liées au Brexit figurent en tête de liste du FMI.

«Ce sont les facteurs macroéconomiques, et non les droits de douane, qui expliquent la plupart des variations des balances commerciales entre deux pays», indiquent des économistes (1) du Fonds dans une récente étude. Ces résultats appuient deux grandes conclusions en matière de politique économique.

Premièrement, les discussions sur les balances commerciales doivent se concentrer sur les facteurs macroéconomiques, qui tendent à déterminer les balances commerciales globales. Les dirigeants auraient tout intérêt à éviter les politiques macroéconomiques génératrices de distorsions. Telles que des politiques budgétaires procycliques (consistant à prendre des mesures de relance alors que la demande est déjà élevée) ou l'octroi de subventions massives aux secteurs d'exportation, pouvant créer des déséquilibres excessifs et potentiellement intenable. En l'absence de changements dans les politiques macroéconomiques, il est probable que le ciblage de balances commerciales